



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

APPEL D'OFFRES OUVERT

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Fournitures d'articles à usage unique, d'hygiène et d'entretien
DCE n° 2025/0240/EdA-DA

Commun à tous les lots

Le présent CCAP comprend 20 pages et 4 annexes :

- **Annexe 1 : Catégories d'articles par lot**
 - Annexe 1-1 : Vaisselle, contenants, nappage et protection alimentaire à usage unique
 - Annexe 1-2 : Essuyage et EPIs à usage unique, accessoires de sécurité alimentaire
 - Annexe 1-3 : Produits d'entretien et accessoires de nettoyage
- **Annexe 2 : Gabarits de référencement** (trames)
- **Annexe 3 : Documentation pour les commandes destinées à l'Etranger** (VHM)
 - Annexe 3-1 : Evolution de la convention Solas
 - Annexe 3-2 : Déclaration d'expédition
 - Annexe 3-3 : Déclaration VGM
- **Annexe 4 : Modalités d'exécution**

SOMMAIRE

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE.....	4
PRESENTATION DE L'ECONOMAT DES ARMEES	4
ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES DES ACCORDS-CADRES	4
1.1 Objets des accords-cadres.....	4
1.2 Forme et nature des accords-cadres	5
1.3 Durée et reconduction de l'accord-cadre	5
1.4 Clause de réexamen.....	5
1.5 Pièces contractuelles.....	6
1.5.1 Pièces particulières.....	6
1.5.2 Pièces générales.....	6
1.6 Exhaustivité des pièces	6
ARTICLE 2 - PRIX	6
2.1 Contenu des prix	6
2.2 Tarifs catalogue(s).....	7
2.3 Forme et nature des prix.....	7
2.4 Offres promotionnelles.....	8
2.5 Mois d'établissement des prix	8
2.6 Révision des prix.....	8
2.7 Clause de sauvegarde	9
2.8 Remise de fin de période	9
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
3.1 Conformité des prestations.....	10
3.2 Responsabilité du titulaire	10
3.3 Assurances	10
ARTICLE 4 - MODIFICATIONS.....	10
ARTICLE 5 - MODALITES DE REGLEMENT.....	11
5.1 Etablissement de la facture	11
5.2 Transmission de la facture.....	11
5.3 Conditions de paiement.....	12
5.3.1 Mode de règlement.....	12
5.3.2 Délai de paiement	12
5.3.3 Intérêts moratoires	12
5.3.4 Nantissement et cession de créance	12
5.3.5 Avances	12
ARTICLE 6 - RAPPORT D'ACTIVITE	12

ARTICLE 7 – PENALITES – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RESILIATION	13
7.1 Gestion des litiges dans le cadre d'un schéma d'escalade	13
7.2 Pénalité pour rupture	13
7.3 Pénalité pour retrait/rappel de produit	14
7.4 Pénalité pour taux de service minimum non atteint	14
7.5 Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre	14
7.6 Pénalité pour non-respect des transmissions du gabarit et du rapport d'activité	14
7.7 Pénalité pour retard de transmission de la RFP	14
7.8 Exécution aux frais et risques du titulaire	15
7.9 Changement d'incoterm suite à la défaillance du titulaire	15
7.10 Résiliation	15
7.10.1 Résiliation d'un commun accord des parties	15
7.10.2 Résiliation aux torts exclusifs du titulaire	15
7.10.3 Résiliation pour motif d'intérêt général	16
7.10.4 Résiliation de plein droit	16
7.10.5 Autres cas de résiliation unilatérale	17
7.10.6 Décompte de liquidation	17
ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION	17
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE – DONNEES PERSONNELLES	17
9.1 Confidentialité	17
9.2 Données personnelles	18
ARTICLE 10 – RESPONSABILITES SOCIETALES ET ENVIRONNEMENTALES (RSE)	19
10.1 Protection de l'environnement et développement durable	19
10.2 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	19
ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE, LANGUE ET MONNAIE	19
11.1 Droit applicable	19
11.2 Langue	19
11.3 Monnaie applicable	20
ARTICLE 12 – LITIGES	20
ARTICLE 13 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	20

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le présent accord-cadre est établi sur la base des textes suivants :

- ✓ code de la commande publique (CCP)
- ✓ CCAG/Fournitures courantes et services (CCAG/FCS).

Ces textes sont disponibles sur le portail Internet « Légifrance » : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

PRESENTATION DE L'ECONOMAT DES ARMEES

Etablissement public à caractère commercial, l'Economat des Armées (EdA) est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du Ministère des Armées (MINARM).

Les cœurs de métier de l'EdA sont l'approvisionnement des forces armées en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, la gestion de libre-service et de centres de loisirs, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées, dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

L'administration, le soutien et le pilotage opérationnel sont centralisés à Pantin dans les locaux de la direction générale.

« **Vivres Métropole** » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC); il bénéficie notamment aux bénéficiaires suivants :

- les CPA : Centres de Production Alimentaire : ils approvisionnent en repas préparés des restaurants satellites ;
- les ELOCA : Etablissements Logistiques du Commissariat des Armées : services d'approvisionnement et de stockage pour les unités de la marine, notamment les bâtiments de la marine nationale stationnés dans les ports militaires ;
- les mess ;
- les ordinaires ;
- les cercles ;
- dans une moindre mesure, les foyers ;
- tout autre client de l'Economat des Armées.

Tous les bénéficiaires concernés par le dispositif « Vivres Métropole » sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

« **Vivres Hors Métropole** » est le dispositif d'approvisionnement en produits alimentaires et en produits péri-alimentaires destinés aux bénéficiaires suivants :

- Les organismes militaires de restauration stationnés en DROM COM et à l'étranger.

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES DES ACCORDS-CADRES

1.1 Objets des accords-cadres

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne la fourniture d'articles d'entretien et à usage unique destinés aux clients du dispositif « Vivres Métropole » ainsi qu'aux clients du dispositif « Vivres Hors Métropole ».

Accord-cadre	Montant global estimé sur 48 mois	Montant maximum global sur 48 mois
Vaisselle, contenants, nappage et protection alimentaire à usage unique	3 600 000 € HT	10 800 000 € HT
Essuyage et EPIs à usage unique, matériels de sécurité alimentaire	2 800 000 € HT	8 400 000 € HT
Produits d'entretien et accessoires de nettoyage	360 000 € HT	1 080 000 € HT

Les fournitures prévues au bordereau des prix unitaires (BPU) correspondent aux principales fournitures attendues au titre de chaque lot. Lorsque le BPU ne prévoit pas une fourniture, celle-ci peut être commandée au titre du catalogue contractuel (cf. article 2.2 du présent document).

1.2 Forme et nature des accords-cadres

Les accords-cadres de fournitures sont mono-attributaires et exécutés par bons de commande.

1.3 Durée et reconduction de l'accord-cadre

Ils prennent effet à compter de leur date(s) de notification pour une durée de vingt-quatre (24) mois.

L'accord-cadre est reconductible deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois de manière tacite.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction souhaitée par l'acheteur, celui-ci informe le titulaire au plus tard quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre.

Le titulaire a la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre à bons de commande en informant le pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

1.4 Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisible à la date de contractualisation ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre est supérieur à 50 % du montant maximum global sur la durée totale de l'accord-cadre ;
- toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

De plus, de nouveaux bénéficiaires peuvent être intégrés par voie d'ordre de service dans la limite du seuil de 50% du montant maximum financier annuel de l'accord-cadre.

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

1.5 Pièces contractuelles

1.5.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes, dûment remplis, datés et signés ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- L'offre financière du titulaire ;
- L'offre technique du titulaire

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives de l'acheteur et font seules foi.

- Les bons de commande

1.5.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de articles courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié, NOR : ECOM2106868A ELI, publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021. Texte n°18, dans sa version publiée à la date de publication du présent marché disponible à l'adresse suivant : [Cahiers des clauses administratives générales et techniques | economie.gouv.fr](http://Cahiers%20des%20clauses%20administratives%20g%C3%A9n%C3%A9rales%20et%20techniques%20economie.gouv.fr)
- La législation et la réglementation en vigueur pour les fournitures objets de l'accord-cadre à bons de commande ;
- Les pratiques et coutumes de la profession.

1.6 Exhaustivité des pièces

Les accords-cadres à bons de commande, constitués des documents contractuels définis à l'article 1.5 expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions des accords-cadres à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents d'offres commerciales, etc.

ARTICLE 2 - PRIX

2.1 Contenu des prix

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec aux plus trois décimales, « franco » sur les plateformes du pouvoir adjudicateur situées à NEMOURS (77), hors taxes sur la valeur ajoutée.

Exceptionnellement, certaines livraisons pour l'export (VHM) peuvent être demandées en enlèvement/mise en conteneur sur le site du titulaire.

Un seul prix est demandé pour l'ensemble des points livraison en Région Parisienne. Les prix et le taux de remise applicables aux fournitures sont mentionnés à dans l'offre du titulaire à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix unitaires sont exprimés en euros hors taxes et toutes taxes comprises. Ils sont réputés comprendre

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture et/ou la prestation ;
- tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport (chargement, livraison, déchargement...) jusqu'au lieu de livraison ou le chargement du conteneur mis à disposition par l'acheteur, le cas échéant ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'acheteur doit avoir librement accès aux tarifs publics HT. Le titulaire doit indiquer à l'acheteur les supports d'accès aux tarifs publics.

Les prix sont établis en prenant en compte l'ensemble des conditions fixées dans le présent CCAP.
Les éventuels frais de douane, déclarations de produit dangereux et de procédures sont à la charge du titulaire.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Le titulaire certifie que les tarifs publics qu'il transmet ne sont pas supérieurs à ceux qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle. Il fournit, à la demande de l'acheteur, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

2.2 Tarifs catalogue(s)

En complément des articles listés au BPU, l'acheteur se réserve la possibilité, pour chaque lot, d'acheter du matériel relevant des mêmes familles que celles spécifiées en annexe 1 du présent document. Les catalogues du fournisseur couvrant les familles identifiées sont fournis dans l'offre du titulaire et deviennent contractuels à la notification.

Le terme « catalogue » désigne l'ensemble des articles disponibles sur le(s) catalogue(s) contractuel(s) du titulaire et en lien avec l'objet des accords-cadres.

Sur ces articles, à chaque commande, l'acheteur bénéficie du taux de remise fixée par le titulaire dans le cadre de son offre et exprimé en pourcentage (%). Ce taux de remise « catalogue » est renseigné pour chaque catégorie d'article dans l'offre financière en Annexe 1 de l'acte d'engagement.

2.3 Forme et nature des prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables annuellement en cas de reconduction de l'accord-cadre à bons de commande, dans les conditions fixées à l'article 2.6 du présent document.

Les tarifs publics applicables, correspondent aux prix en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande. Ils sont au minimum valable pour une durée de douze (12) mois.

Les prix sont unitaires et exprimés en euros hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de reconduction de l'accord-cadre, le taux de remise consenti par le titulaire peut être augmenté, mais en aucun cas diminué.

2.4 Offres promotionnelles

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation des taux de remise ;
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des Bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des Bénéficiaires Potentiels de la promotion.

2.5 Mois d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres indiqué dans l'acte d'engagement. Ce mois est appelé Mo « mois zéro ».

2.6 Révision des prix

Les prix sont fermes la première année, puis révisables chaque année à la date anniversaire, à la baisse comme à la hausse.

Le titulaire transmet par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) les nouveaux tarifs proposés, ainsi que tous documents justificatifs à l'acheteur dans les trois (3) mois qui précèdent la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. **A défaut de transmission, l'ancien prix est reconduit pour l'année.**

Aucune demande de révision ne peut être accordée au titulaire avant que ne s'écoule un délai d'un an à compter de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande. La procédure de révision ne peut avoir d'effet rétroactif.

La révision des prix s'effectue par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,20 + 0,80 \times (I/I_o))$$

Pour tous les lots :

P	Prix révisé par application de la formule arrondi à l'euro le plus proche
P_o	Prix initial
I	Valeur de l'indice pour le mois de révision (<i>indice mensuel lu à la date de révision</i>)
I_o	Valeur de l'indice pour le mois d'établissement des prix (Mo)

Les indices, disponibles sur le site www.insee.fr, sont les suivants pour chaque lot :

Lot 1 : Vaisselle, contenants, nappage et protection alimentaire à usage unique

Identifiants	Libellé de l'indice (I et I _o)
010764127	<i>Articles en papier à usage sanitaire ou domestique</i> : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.22
	<i>Autres articles</i> : les valeurs des indices de matières de référence (indices adaptés au secteur, pertinents et probants)

Lot 2 : Essuyage et EPIs à usage unique, matériels de sécurité alimentaire

Identifiants	Libellé de l'indice (I et Io)
010764127	<i>Articles en papier à usage sanitaire ou domestique</i> : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.22
	<i>Autres articles</i> : les valeurs des indices de matières de référence (indices adaptés au secteur, pertinents et probants)

Lot 3 : Produits d'entretien et accessoires de nettoyage

Identifiants	Libellé de l'indice (I et Io)
010764147	<i>Savons, détergents et produits d'entretien</i> : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.41
	<i>Autres articles</i> : les valeurs des indices de matières de référence (indices adaptés au secteur, pertinents et probants)

Dans le cas de la disparition de l'indice, un indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable.

Le prix obtenu ne doit pas comporter plus de trois (3) décimales. Le nouveau tarif, s'il est validé par l'acheteur, est applicable à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le taux de remise consenti initialement est appliqué au prix unitaire révisé. Ce taux peut être augmenté, mais en aucun cas diminué.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

En cas de circonstances exceptionnelles, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peuvent proposer des ajustements en cours d'année pour les produits concernés (exemples : évolution de la fiscalité, aléas liés au cours des matières premières, etc.).

2.7 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le titulaire, **dans le cas où l'augmentation annuelle des prix est supérieure à 3% ou si l'évolution tarifaire qu'il propose ne s'appuie pas sur des justifications jugées valables par l'acheteur.**

2.8 Remise de fin de période

Une remise de fin de période (RFP) est exigible au titulaire à chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre (soit tous les 12 mois à compter de la première date anniversaire jusqu'à la fin de l'accord-cadre). Celle-ci est indépendante des prix d'achats proposés par le candidat lors de son offre.

Le taux de RFP applicable est indiqué par le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement ; il correspond à une remise en pourcentage assujettie au chiffre d'affaires HT, en fonction du montant total réalisé au cours de la période d'exécution écoulée.

Le titulaire transmet ainsi, **au plus tard vingt (20) jours ouvrés suivant chaque date anniversaire**, un rapport d'activité des prestations fournies et le montant de la RFP portant sur la période d'exécution écoulée.

Après validation par l'acheteur, le règlement par le titulaire se matérialise par l'émission d'un avoir accompagné d'un virement correspondant au montant de l'avoir.

A défaut de présentation du rapport d'activité RFP dans le délai indiqué, le titulaire s'expose à une pénalité (cf. article 7.7 du présent CCAP).

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 Conformité des prestations

Il est rappelé que les prestations doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur à la date de remise des offres, ainsi qu'aux spécifications techniques énoncées dans les accords-cadres.

Le titulaire précise pour chaque article ou prestation, les normes auxquelles il se réfère. Il apporte la preuve du respect de la norme par la fourniture d'une attestation délivrée par un organisme accrédité, ou par tout autre moyen.

Le titulaire doit remettre sur demande de l'acheteur tous documents contenant des informations indispensables tels que :

- les instructions d'utilisation,
- le délai de péremption,
- le stockage des fournitures.

Par ailleurs, le titulaire veille à tenir compte et informer l'acheteur de toute évolution de la réglementation des normes relatives aux fournitures constitutives de l'offre, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

3.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure responsable des fournitures jusqu'au contrôle de la marchandise à destination (il s'agit en l'occurrence, du lieu de livraison indiqué par l'acheteur). Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est nulle et non avenue.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour garantir une continuité de service.
Il est tenu de fournir son calendrier annuel de fermeture.

3.3 Assurances

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A la demande de l'acheteur, il est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. A défaut de production dans un délai de quinze (15) jours calendaires, l'accord-cadre est résilié à ses torts exclusifs, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre concerné.

ARTICLE 4 - MODIFICATIONS

Conformément à l'article 3.4.2. du CCAG-FCS, toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale ou dénomination ;
- l'adresse ;
- le capital de l'entreprise ;
- le numéro de compte bancaire à créditer, etc. ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement du marché.

Un avenant ou un ordre de service peut être envisagé afin de prendre en compte, selon leur nature, les modifications susmentionnées.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REGLEMENT

5.1 Etablissement de la facture

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures.

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes sur sa facture :

- le nom et l'adresse de l'acheteur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le code service de l'acheteur tel qu'il est précisé dans le bon de commande (ex : DIO-TECH) ;
- les références du récépissé / bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le taux et le montant de l'éco-participation, le cas échéant ;
- le montant total HT. et TTC de la commande ;
- la date et signature.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement de sa facture ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement de la facture - par la Direction Financière et Comptable de l'acheteur - est allongé et la mise en règlement retardée.

5.2 Transmission de la facture

Le titulaire transmet ses factures via la plateforme de dématérialisation des factures Chorus Portail Pro accessible via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

5.3 Conditions de paiement

5.3.1 Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire.

5.3.2 Délai de paiement

Le paiement de la facture intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'admission par l'acheteur des fournitures à destination.

5.3.3 Intérêts moratoires

À défaut de paiement au maximum dans les trente (30) jours suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

5.3.4 Nantissement et cession de créance

L'acheteur délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable de l'acheteur par l'établissement cessionnaire.

5.3.5 Avances

Aucune avance n'est versée.

ARTICLE 6 - RAPPORT D'ACTIVITE

Le titulaire assure un suivi de l'exécution de chaque accord-cadre en établissant un rapport d'activité semestriel. A l'issue de chaque semestre à compter de la date de notification, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés, pour transmettre son rapport d'activité.

Ce rapport est communiqué par courrier électronique à l'acheteur référent de la Direction des Achats de l'EdA, en charge du suivi du marché.

Les documents constitutifs du rapport d'activité sont transmis sous un format Excel ou compatible non protégé.

Le rapport d'activité fait notamment apparaître **par client bénéficiaire** les mentions suivantes, pour la période concernée (semestre) et au cumul annuel :

Les commandes d'achat :

- le nombre de commandes confirmées et livraisons réalisées au cours du semestre ;
- les dates de commande et de livraison ;
- les fournitures livrées ;
- les quantités ;
- le prix unitaire et total HT des fournitures ;
- le chiffre d'affaire global généré ;

Le taux de service :

- le nombre de lignes de commande livrées en totalité en respectant le délai initial demandé / le nombre de lignes de commandes confirmées ;

Le suivi des litiges :

- L'identification des incidents, des défauts et le délai de clôture de chaque.

Au niveau du taux de service, le titulaire a une obligation de satisfaction d'au moins 98% ; s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités sont appliquées (cf. article 7.4 du CCAP)

La performance de chaque titulaire est jugée sur le taux de service, le taux de litiges ainsi que sur les exigences en matière de pilotage et de suivi d'exécution du marché.

S'il le juge nécessaire, le pouvoir adjudicateur effectue une analyse contradictoire des éléments fournis par le titulaire. Les conclusions de l'analyse contradictoire sont communiquées au titulaire par le pouvoir adjudicateur lors d'une réunion ou tout autre moyen convenu entre les deux parties.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement sont arrêtées au moment au démarrage de chaque accord-cadre.

ARTICLE 7 – PENALITES – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RESILIATION

Les pénalités, sont facturées par notes de débit établies, sans mise en demeure préalable. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire sans remettre en question la clause de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont dues quel que soit leur montant et ne peuvent excéder 20 % du chiffre d'affaires mensuel réalisé par le titulaire au titre du marché.

7.1 Gestion des litiges dans le cadre d'un schéma d'escalade

Après avoir confirmé objectivement l'existence, le degré du litige et la responsabilité du titulaire, constituant un litige de 2ème niveau, c'est-à-dire constituant une ou plusieurs anomalies à caractère répétitif et/ou dont la criticité est avérée en fonction de l'impact causé au client final, le schéma d'escalade suivant est appliqué :

- 1) un avertissement oral ;
- 2) la notification d'une fiche « incident » au titulaire accompagné d'une mise en demeure l'informant qu'une 3^{ème} fiche « incident » est susceptible d'entraîner une résiliation sans ouvrir droit à indemnité ;
- 3) la réfaction du prix à hauteur de 2% du CA mensuel HT sur l'article ou les articles concernés ;
- 4) l'exécution de la prestation commandée à un tiers aux frais et risques du titulaire (article 7.8 du présent document).

Les sanctions 1 ou 2, peuvent être cumulées avec les sanctions 3 et/ou 4. Le choix du pouvoir adjudicateur est discrétionnaire à cet égard.

7.2 Pénalité pour rupture

En cas d'impossibilité pour le titulaire de satisfaire, partiellement ou totalement, les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, il est fait application de la formule suivante :

$$P = V \times 10\%$$

Avec :

P : montant de la pénalité HT ;

V : valeur des produits non livrés HT.

Un minimum forfaitaire de 200 € HT est appliqué pour couvrir les frais de traitement.

7.3 Pénalité pour retrait/rappel de produit

En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité forfaitaire de 750 € HT est appliquée.

7.4 Pénalité pour taux de service minimum non atteint

Le titulaire s'engage à un taux de service minimum mensuel de 98%. En cas de non satisfaction des bons de commande supérieure à 2%, la pénalité s'applique de la manière suivante.

Calcul du taux de service mensuel minimum :

$$\text{Nombre de lignes de commande livrées} / \text{Nombre de lignes de commande confirmées}$$

Si le taux de service est inférieur à 98%, il est fait application de la formule de pénalité suivante :

$$P = V \times 5\%$$

Avec :

P = montant de la pénalité ;

V = montant mensuel HT des produits livrés du mois pour lequel le taux de service de 98% n'est pas atteint.

Une pénalité forfaitaire minimale de 300 € HT est appliquée pour couvrir les frais de traitement.

7.5 Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre

En cas de non-respect des dispositions des pièces du marché (incluant l'absence de transmission des fiches techniques et données de sécurité), le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de 50 € H.T. par non-respect constaté. Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par l'acheteur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

7.6 Pénalité pour non-respect des transmissions du gabarit et du rapport d'activité

En cas de dépassement du délai de transmission du gabarit de référencement intitulé « gabarit de référencement » (annexe 4 du présent CCAP) et/ou du rapport d'activité mentionné à l'article 6, le titulaire peut se voir infliger une pénalité de :

- 100 € HT par jour de retard, pour le gabarit de référencement ;
- 50 € HT par jour de retard, pour le rapport d'activité.

7.7 Pénalité pour retard de transmission de la RFP

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas la RFP 30 jours ouvrés après la date anniversaire de l'accord-cadre, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € HT par jour de retard est appliquée au titulaire.

7.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution ou d'inexécution de ses engagements contractuels, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures/prestations concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 100 euros.

7.9 Changement d'incoterm suite à la défaillance du titulaire

Les produits commandés étant destinés à un besoin opérationnel et dans le cas où le titulaire retenu en incoterm franco est dans l'impossibilité de satisfaire la demande (en cas d'absence de flotte transport par exemple), l'offre du titulaire peut, dans une durée très limitée et exceptionnelle, basculer en incoterm « départ ».

Dans ce cas, des frais de transport sont répercutés à l'identique au titulaire afin d'assurer la livraison des produits sur la plateforme du prestataire logistique.

Les montants sont variables selon la distance parcourue et la période de l'année ; ils ne peuvent dans tous les cas dépasser 900 euros HT le camion complet.

7.10 Résiliation

7.10.1 Résiliation d'un commun accord des parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

7.10.2 Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation de l'accord-cadre peut intervenir en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire et notamment en cas de faute grave de défaillance persistante ou de manquements majeurs répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché :

- lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans le cadre du marché dans les délais contractuels ;
- lorsque le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 4 du présent accord-cadre ;

- lorsque le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la discrétion, à la sécurité et au secret ;
- lorsque le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ou à la protection de l'environnement ;
- lorsque les documents et les renseignements exigés lors de la signature du présent marché ont été reconnus inexacts ;
- dans les cas prévus aux articles 38 à 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS).

Conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS et notamment :

- si, à l'analyse de son taux de service minimum mensuel, calculé suivant les conditions énoncées à l'article 7.4 du présent CCAP, la performance du titulaire est défavorable pendant trois mois consécutifs,

le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le contrat pour faute du titulaire.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante :

- l'acheteur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée.
- le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées.
- si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de faute du titulaire, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre.
- la résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de date de résiliation fixée dans la décision, il est fait application d'un préavis de trente (30) jours ouvrés courant à partir du lendemain de la date de réception de la lettre valant décision de résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

7.10.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation d'un marché par l'EdA pour motif d'intérêt général, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation. Dans le cas présent, ce montant est fixé à 3% maximum du montant résiduel HT prévu à l'accord-cadre, après déduction de la valeur HT des prestations déjà réalisées.

Le titulaire se doit de présenter l'ensemble des justificatifs afférents aux frais engagés. Cette indemnité de résiliation exclut toute indemnité pour perte de chiffre d'affaires.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

7.10.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

Le titulaire confronté à un cas de force majeure doit le notifier à l'EdA par lettre ou par courrier électronique avec accusé de réception dans un délai inférieur à quarante-huit (48) heures ouvrées après l'événement connu ou après avoir eu connaissance de la survenance de l'impossibilité d'exécution. Dans cette lettre, la partie doit préciser :

- la nature de l'événement de force majeure ;
- les raisons selon lesquelles l'exécution de son obligation n'est pas possible ;
- l'étendue de la période d'absence d'exécution en découlant.

Pour prouver un cas de force majeure, le titulaire doit établir que :

- l'événement était hors de son contrôle selon la définition mentionnée ci-dessus,
- des mesures raisonnables n'auraient pas pu être prises pour éviter ou atténuer l'événement, ou ses conséquences.

7.10.5 Autres cas de résiliation unilatérale

Le Pouvoir Adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du Titulaire. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur indique au Titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

7.10.6 Décompte de liquidation

Sauf stipulation particulière précisée sur le bon de commande, pour tous les cas supra, le décompte de liquidation au titre du présent article comprend :

- Au débit du titulaire :
 - le montant des sommes versées au titre d'avances, d'acomptes, de règlements partiels définitifs et de solde ;
 - le montant des pénalités.
- Au crédit du titulaire :
 - la valeur contractuelle des fournitures livrées y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires

ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION

Les modalités d'exécution applicables aux accords-cadres sont définies en Annexe 4 du présent document.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE – DONNEES PERSONNELLES

9.1 Confidentialité

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, toute information portée à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques de l'acheteur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles.

En particulier, sont considérés comme confidentiels l'organisation et le fonctionnement des services de l'EdA, ainsi que toute information relative au personnel travaillant pour le compte de ce dernier et les prix proposés dans le cadre de l'accord-cadre.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour assurer la confidentialité des éléments de l'accord-cadre.

Le titulaire et le personnel affecté à la collecte et à l'exploitation des données demeurent soumis aux règles du secret professionnel, ainsi qu'aux habilitations en usage le cas échéant.

S'il constate une attaque informatique il en informe sans délai l'EdA et précise si des données lui appartenant et/ou en lien avec l'exécution du marché ont pu être atteintes, copiées, divulguées, corrompues, détruites ou autre. Il indique les moyens qu'il a mis en œuvre pour faire cesser l'intrusion, ainsi que ceux qu'il met en place pour prévenir tout nouvel incident.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes à l'EdA, ce dernier se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

Le titulaire s'oblige à procéder à la destruction des informations dont il a connaissance dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires à la bonne exécution du marché. Sauf indication contraire de l'EdA, cette destruction doit être totale à l'issue du marché.

En cas de violation des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire

9.2 Données personnelles

Le titulaire, est susceptible d'avoir accès à des Données à Caractère Personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

Il doit dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Dans le cadre de sa mission, le titulaire doit en garantir la confidentialité et veiller à ce que seuls les personnels autorisés de son organisme y aient accès. Il s'engage à ne traiter les données personnelles que conformément aux finalités qui ont justifié sa communication par l'EdA. Le titulaire s'interdit notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Le titulaire s'assure en outre que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'aucune opération de la part d'un prestataire sous-traitant ou d'une personne agissant sous son autorité, autres que celles prévues dans le présent accord-cadre.

Les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus au présent accord-cadre ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire. En tout état de cause, le titulaire ne peut divulguer des tiers les données à caractère personnel dont il a accès dans le cadre du présent accord-cadre, sans autorisation préalable de l'acheteur par écrit.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers autorisés à accéder aux données à caractère personnel respectent et préservent la confidentialité et la sécurité desdites données. Il s'assure en outre que ces données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent accord-cadre et se porte-fort du respect de cette obligation par son ou ses prestataires.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITES SOCIETALES ET ENVIRONNEMENTALES (RSE)

10.1 Protection de l'environnement et développement durable

L'activité de l'EdA s'inscrit dans une stratégie de développement responsable. L'un des principes directeurs adoptés est d'intégrer les enjeux de ce développement responsable dans les produits achetés.

Le titulaire veille à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre considéré, sur simple demande de l'EdA.

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'y conforme et communique à l'EdA les mesures mises en œuvre. Dans tous les cas et sur simple demande de l'EdA, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute de l'accord-cadre considéré.

Le titulaire mène globalement une démarche favorable à l'environnement, afin de limiter de façon significative, les impacts néfastes susceptibles d'être générés auprès des utilisateurs et sur l'environnement.

Outre la réglementation en vigueur en collectivité, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage... ;
- optimisation des flux logistiques.

10.2 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

L'Économat des Armées est engagé dans une politique de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail : pour ce faire, il implique ses partenaires et prestataires dans cette démarche

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'acheteur.

ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE, LANGUE ET MONNAIE

11.1 Droit applicable

Le droit applicable est le droit français.

11.2 Langue

Le français est la seule langue qui régit l'intégralité des accords-cadres.

L'ensemble des documents fournis ou cités par le titulaire est rédigé en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit le fournir accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'ensemble des communications écrites ou orales, qui peuvent avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire, s'effectuent en français

11.3 Monnaie applicable

L'euro est la monnaie applicable.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de litige, le règlement à l'amiable est dans un premier temps privilégié.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG FCS, tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, est soumis par le titulaire à l'acheteur sous pli recommandé avec accusé de réception. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires.

A défaut d'accord, il peut être recherché la solution juridictionnelle.

Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Dérogations au CCAG-FCS :

CCAP	CCAG/FCS
Article 1.5 « Pièces contractuelles »	Article 4 « Pièces contractuelles »
Article 7 « Pénalités – Exécution aux frais et risques - Résiliation »	Article 14 « Pénalités »
Annexe 4, paragraphe 12 « Vérification-Admission »	Article 30 « Admission, ajournement, réfaction et rejet »
Article 12 « Litiges »	Article 46 « Différends entre les parties »